

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et semestre clos
le 30 juin 2019



Table des matières

Faits saillants financiers.....	1
Mode de présentation et déclarations prospectives.....	6
Vue d'ensemble	8
Événements importants	10
Événements postérieurs à la date de clôture.....	12
Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds.....	13
Résultats financiers	17
Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits.....	20
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	28
Résultat net	32
Mesures non conformes aux IFRS	33
Situation de trésorerie et sources de financement.....	41
Paiements fondés sur des actions	47
Transactions avec des parties liées	51
Contrôles et procédures.....	53
Instruments financiers	54
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	60
Nouvelles normes comptables	62
Facteurs de risque.....	64

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Le présent rapport de gestion, daté du 14 août 2019, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 juin 2019 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Faits saillants pour le trimestre clos le 30 juin 2019

La Société a réalisé des produits de 149,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, pour une hausse de 23,7 millions de dollars, ou 19 %, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 7,1 millions de dollars, ou 5 % comparativement au premier trimestre de 2019.

Le BAIIA ajusté¹ de 45,8 millions de dollars, était en hausse de 13,1 millions de dollars ou 40 % par rapport au deuxième trimestre de 2018 et de 7,0 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au premier trimestre de 2019.

Par conséquent, la marge du BAIIA ajusté¹ de la Société pour le deuxième trimestre de 2019 s'est établie à 30,6 %, contre 25,9 % et 27,2 % pour le deuxième trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2019, respectivement. L'augmentation de la marge d'un exercice sur l'autre est attribuable en partie à l'amélioration des résultats d'exploitation qui ont subi l'incidence positive des stratégies de placement privé alternatives et de la hausse globale des actifs sous gestion découlant de la croissance interne et de la croissance des marchés. L'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, a donné lieu à une modification du classement des charges locatives, lesquelles sont passées des charges d'exploitation aux charges de financement et à de l'amortissement et a également eu une incidence positive sur la marge. D'un trimestre à l'autre, l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté s'explique principalement par la croissance interne, notamment celle des stratégies de placement privé alternatives, et par l'acquisition de Palmer Capital Partner Limited (« Palmer Capital »).

Les actifs sous gestion ont crû au deuxième trimestre, atteignant 149,5 milliards de dollars au 30 juin 2019, essentiellement en raison de l'appréciation du marché, représentant un apport de 4,4 milliards de dollars aux actifs sous gestion et de la croissance interne, qui a ajouté 1,1 milliard de dollars d'actifs sous gestion. Par ailleurs, la Société a conclu l'acquisition annoncée précédemment d'une participation de 80 % dans Palmer Capital, un gestionnaire de placement immobilier axé sur le Royaume-Uni, ajoutant 0,7 milliard de dollars d'actifs sous gestion au deuxième trimestre. La Société a aussi fait des annonces liées aux acquisitions qui contribueront davantage à la croissance des actifs sous gestion au troisième trimestre :

- Le 9 mai, elle a annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique avec Natixis Investment Managers (« Natixis ») dans le cadre duquel Fiera deviendra la plateforme de distribution de prédilection de Natixis au Canada et Natixis aura la capacité d'offrir gracieusement aux clients internationaux de Natixis des stratégies de placement de Fiera Capital. Fiera Capital a également convenu de faire l'acquisition des activités canadiennes de Natixis, soit environ 1,8 milliard de dollars en actifs sous gestion. En outre, Natixis a fait l'acquisition d'une participation de 11,0 % dans Fiera Capital, renforçant ainsi son engagement envers Fiera Capital et envers le marché canadien. Jean Raby, le chef de la direction de Natixis, a aussi joint le conseil d'administration de la Société, améliorant ainsi sa composition en lui apportant encore davantage d'expertise mondiale.

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 33, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

Faits saillants financiers

- Le 15 mai, la Société a annoncé l'acquisition de Foresters Asset Management Inc. (« Foresters »), une société de gestion de placement ontarienne axée sur les stratégies pour les investisseurs institutionnels et les stratégies d'investissements en assurances guidés par les passifs. Le 30 avril 2019, Foresters détenait environ 10,5 milliards de dollars d'actifs sous gestion et des suites de la clôture de la transaction, le total des actifs sous gestion dans des investissements en assurances guidés par les passifs de Fiera Capital devrait excéder 25 milliards de dollars.
- Après la clôture du trimestre, le 3 juillet 2019, la Société a annoncé la conclusion de l'acquisition annoncée d'Integrated Asset Management Corp. (« IAM »), ce qui a ajouté plus de 3 milliards de dollars aux actifs sous gestion et de capitaux engagés à la plateforme de stratégies de placement privé alternatives de la Société.

La Société a également annoncé de nombreuses initiatives de gestion du capital au cours du deuxième trimestre :

- Le 30 mai, Fiera Capital a annoncé qu'après treize hausses de dividendes ayant fait passer le dividende trimestriel de 0,08 \$ à 0,21 \$ par action, elle maintiendrait le taux de dividende stable à 0,21 \$ par action jusqu'à nouvel ordre. Parallèlement, la Société a annoncé qu'un régime de réinvestissement des dividendes, offrant aux actionnaires la possibilité de continuer à toucher un dividende en trésorerie ou de réinvestir ces fonds pour l'acquisition d'actions de catégorie A additionnelles.
- Le 13 juin, la Société a annoncé un placement ferme de 100 millions de dollars de débentures convertibles subordonnées non garanties de premier rang à 5,6 % assorti d'une option de surallocation de 10 millions de dollars. Le produit du placement sera utilisé pour financer les acquisitions annoncées récemment, rembourser la dette et aux fins générales de la Société. Le placement ferme et l'option de surallocation ont tous deux été conclus ultérieurement au cours du troisième trimestre de 2019.

Faits saillants financiers

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté¹ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour la période des douze derniers mois close le 30 juin 2019.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	Douze derniers mois ²	T2 30 juin 2019	T1 31 mars 2019	T4 31 déc. 2018	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017
Actifs sous gestion	143 635	149 531	144 861	136 675	143 475	139 389	131 360	128 901	123 003
Total des produits	586 761	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127
BAIIA ajusté ¹	160 563	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020
Marge du BAIIA ajusté ¹	27,4 %	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(12 780)	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹	1,66	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,14)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	1,17	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹	1,64	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,14)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	1,15	0,33	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 33.

Les résultats des premier et deuxième trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

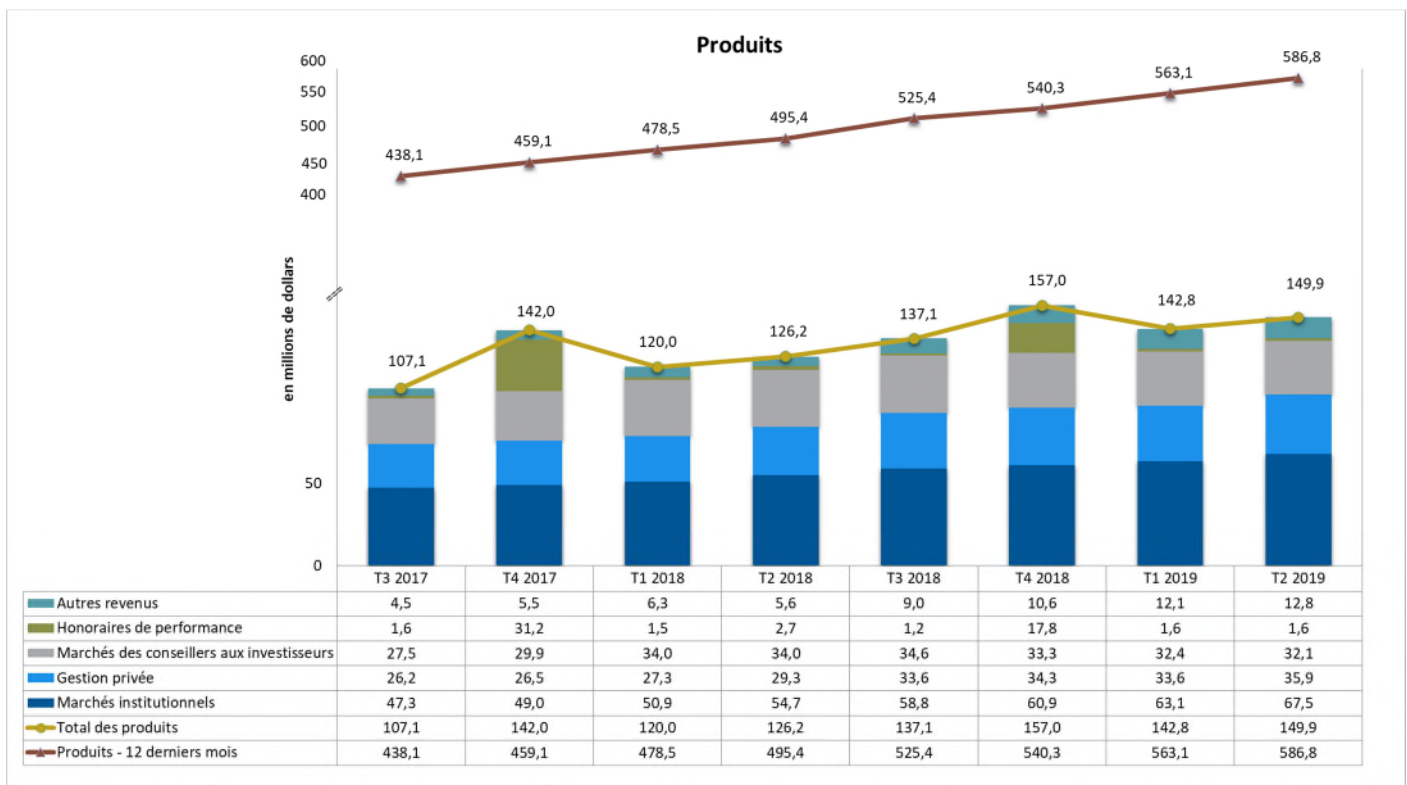
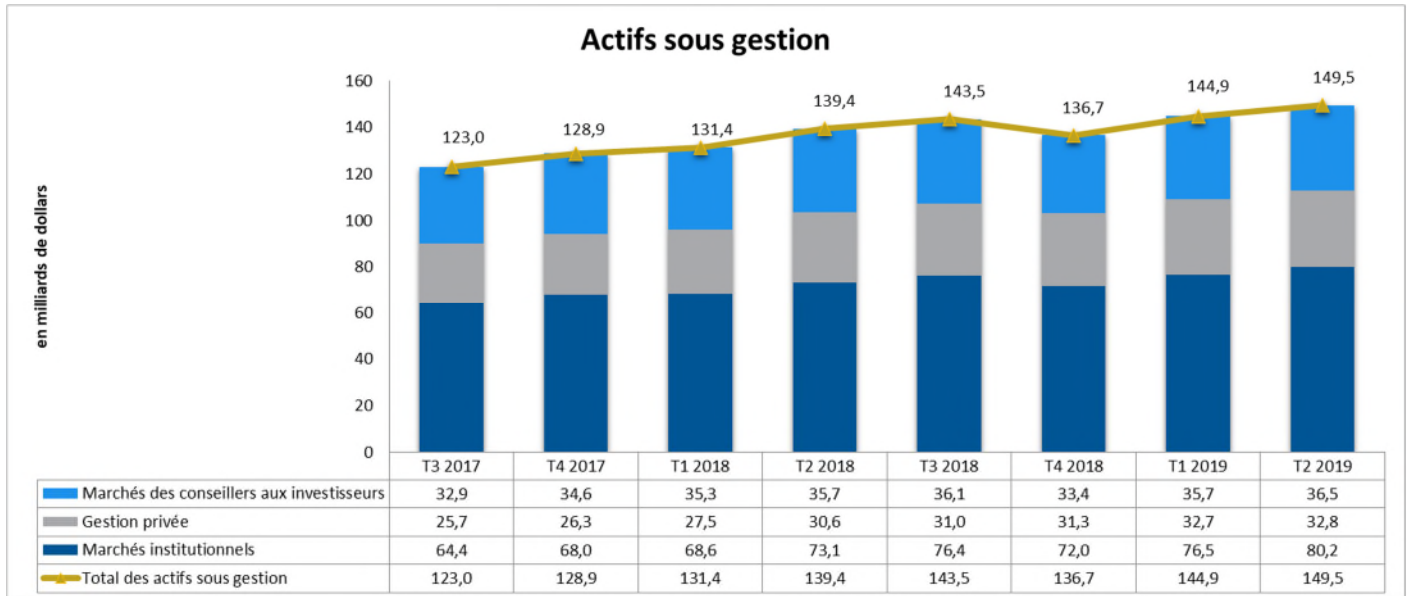
² Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Faits saillants financiers

Tendances des actifs sous gestion et des produits

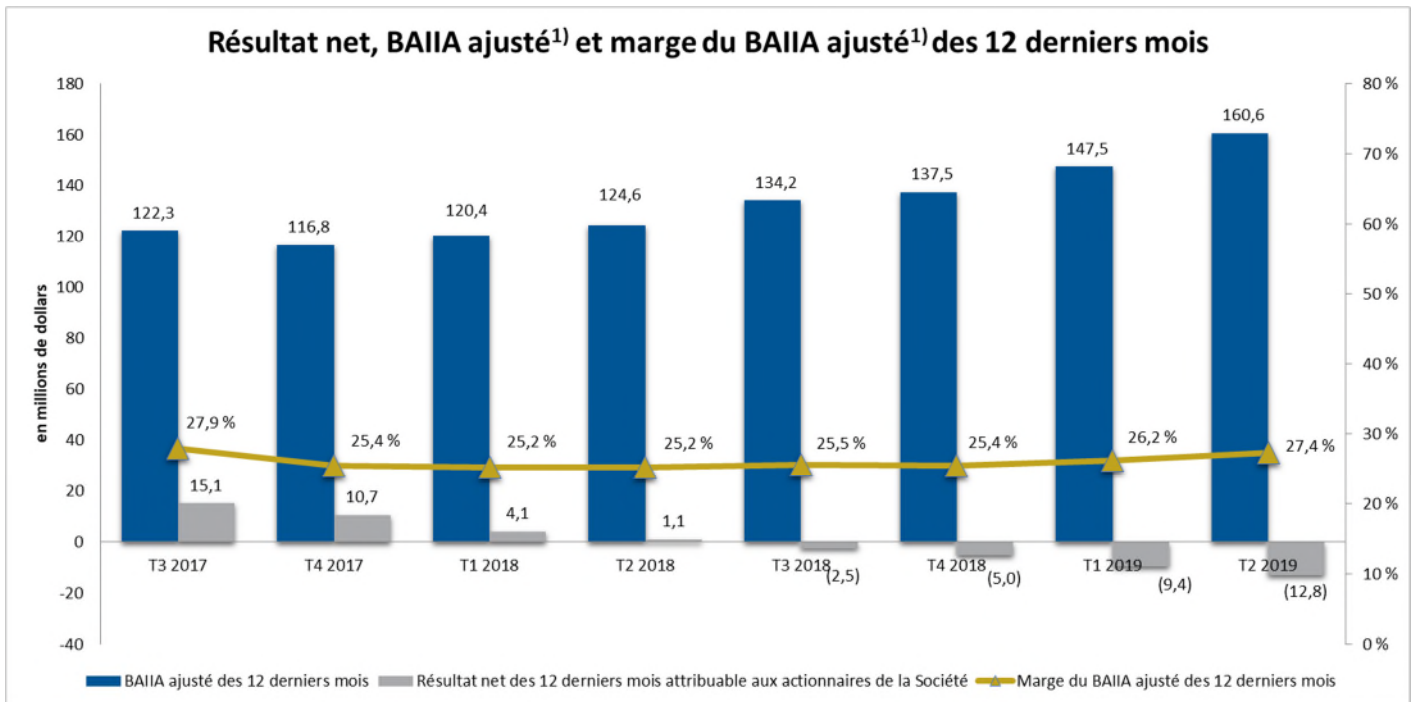
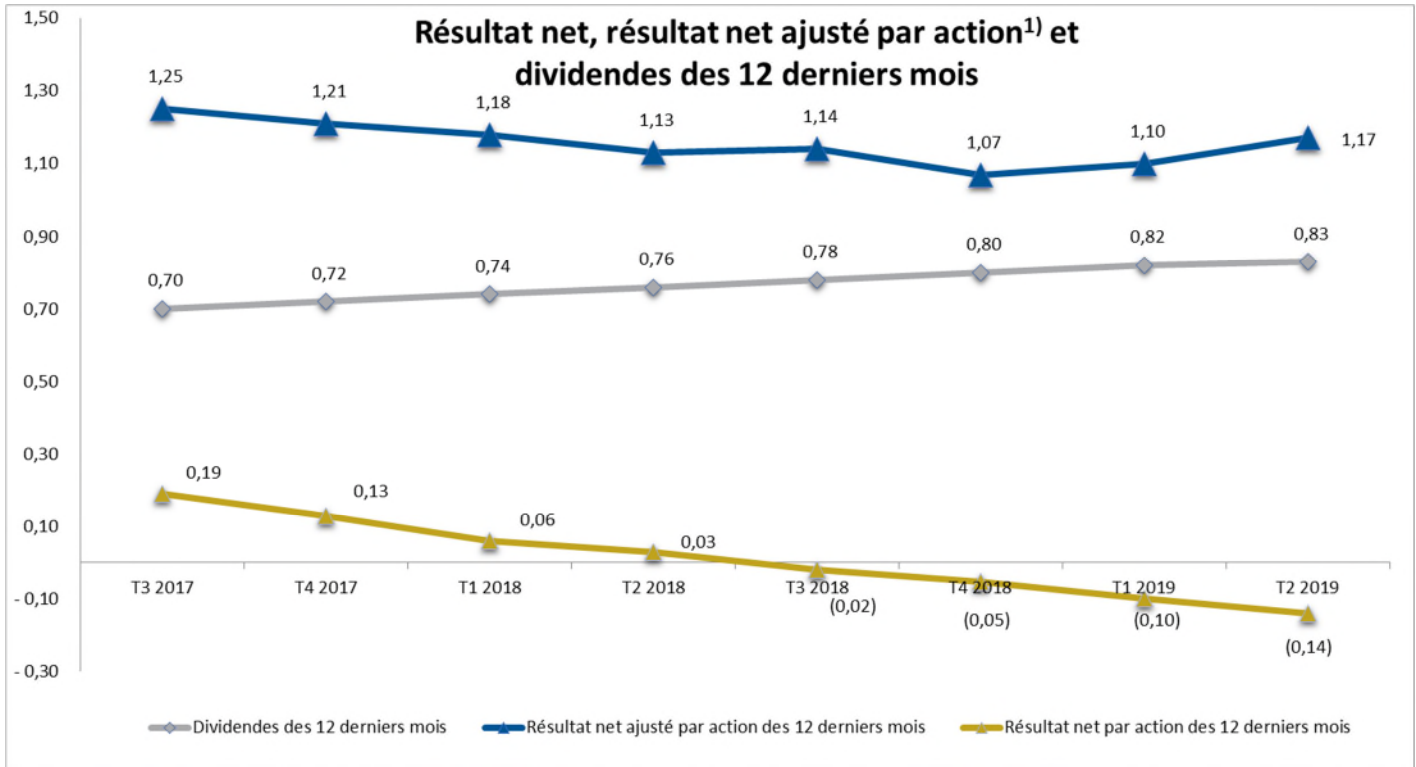
Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les douze derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté^d, la marge du BAIIA ajusté^e, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹ et les dividendes pour les douze derniers mois.



Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 33.

Faits saillants financiers



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 33.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les méthodes de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹, le BAIIA ajusté¹, le BAIIA ajusté par action¹, la marge du BAIIA ajusté¹, le résultat net ajusté¹ et le résultat net ajusté par action¹ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 33.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à 149,5 milliards de dollars au 30 juin 2019. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche unique en matière de placement de la Société prend appui sur son riche héritage canadien, sur sa présence internationale grandissante et sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires. Son modèle intégré offre aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. La Société est d'avis qu'il existe de nombreuses approches à la gestion des stocks, des obligations et des placements alternatifs.

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.

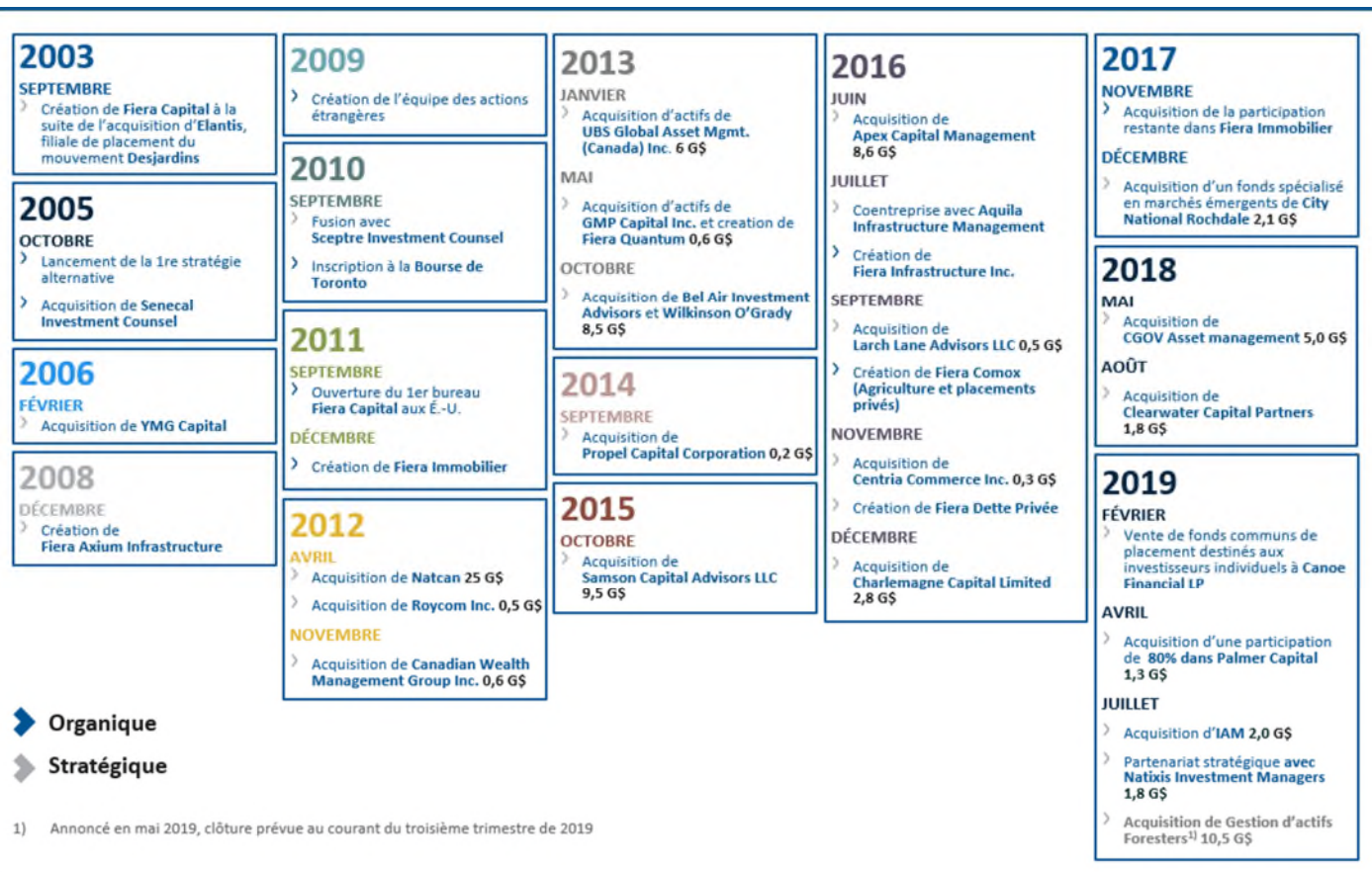
Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds communs de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. Jusqu'à la clôture de la transaction de Canoe le 22 février 2019, la Société gérait également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises depuis la création de la Société en 2003.



- ▶ Organique
- ▶ Stratégique

1) Annoncé en mai 2019, clôture prévue au courant du troisième trimestre de 2019

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Expansion des stratégies immobilières avec la conclusion de l'acquisition de Palmer Capital Partners Limited** – le 3 avril 2019. La Société a conclu l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital, une société de gestion de placement immobilier du Royaume-Uni. Il s'agit de la première acquisition par Fiera Capital d'une société de gestion de placement immobilier à l'extérieur du Canada. L'acquisition, conclue par l'entremise de Fiera Immobilier, a ajouté environ 740 millions de dollars d'actifs sous gestion.
- **Conclusion d'une convention de distribution et établissement d'un partenariat stratégique avec Natixis Investment Managers (« Natixis »), l'une des plus importantes sociétés de gestion d'actifs mondiales** – le 9 mai 2019. La Société a conclu une convention de distribution avec Natixis, une société de gestion globale d'actifs en activité dans 38 pays et dont la valeur des actifs sous gestion s'élève à 924,5 milliards de dollars américains. Aux termes de la convention de distribution, Fiera Capital offrira les stratégies de placement de Natixis aux clients institutionnels, de gestion privée et individuels au Canada, et en retour, Natixis proposera les stratégies de placement de Fiera Capital aux marchés internationaux. Dans le cadre de la convention, Natixis a également acquis une participation de 11,0 % dans Fiera Capital.
- **Annnonce du maintien du taux de dividende trimestriel à 0,21 \$ par action jusqu'à nouvel ordre et de la mise en place d'un régime de réinvestissement des dividendes** – le 30 mai 2019. Lors de son assemblée générale annuelle et assemblée extraordinaire des actionnaires de 2019, la Société a annoncé que son conseil d'administration a choisi de maintenir le dividende existant à 0,21 \$ par action par trimestre jusqu'à nouvel ordre. Depuis l'entrée en bourse de la Société en 2010, le versement de dividende annuel de Fiera Capital a crû à un taux de croissance annuel composé de près de 16 % et, incluant le dividende le plus récent annoncé en mars, a été augmenté treize fois. La Société a aussi annoncé la mise en place d'un régime de réinvestissement des dividendes, offrant aux actionnaires la possibilité de réinvestir leurs dividendes dans des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A additionnelles (« actions de catégorie A »). Réitérant son engagement à créer de la valeur pour ses actionnaires et ses clients, la Société met l'accent sur l'importance d'une gestion judicieuse des capitaux et a affirmé que ses efforts à court terme seront axés sur l'intégration en bonne et due forme de ses acquisitions récemment annoncées et sur la poursuite de diverses initiatives de rationalisation déjà entreprises.
- **Fiera Infrastructure devient membre du GRESB, l'indice de référence pour les actifs immobiliers** – le 3 juin 2019. Devenir membre du GRESB marque une étape importante pour Fiera Infrastructure, marquant une avancée significative vers le leadership en matière de facteurs ESG. Le GRESB évalue, note et compare les données de rendement des facteurs ESG afin de fournir des données normalisées et validées aux marchés des capitaux. En tant que membre du GRESB, Fiera Infrastructure devra faire un compte rendu détaillé de ses pratiques en matière de facteurs ESG et du rendement de ceux-ci, lequel sera ensuite comparé à celui de ses homologues à l'échelle mondiale. Grâce à ce partenariat, Fiera Infrastructure se joint à Fiera Immobilier, la plateforme de placement dédiée à l'immobilier de Fiera Capital.

Événements importants

- **Annonce d'un placement par prise ferme de 100 millions de dollars de débentures subordonnées non garanties de premier rang à 5,6 %** – le 13 juin 2019. La Société a conclu une convention visant un placement ferme de 100 millions de dollars (initialement de 75 millions de dollars, puis révisé à la hausse en raison de la forte demande) avec un consortium de preneurs fermes. La Société a également accordé aux preneurs fermes une option visant l'acquisition d'un montant en capital total additionnel de 10 millions de dollars de débentures. La Société aura le choix de remplir son obligation de rembourser le capital des débentures exigible au moment du rachat ou à l'échéance en émettant et en livrant un certain nombre d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne librement négociables. Les débentures ne seront convertibles en actions de catégorie A au gré des porteurs à aucun moment. Le produit net sera affecté au financement des acquisitions récemment annoncées, au remboursement de la dette et aux fins générales de l'entreprise.
- **Accroissement de la gamme de stratégies d'investissements guidés par le passif de la Société avec l'annonce de l'acquisition de Foresters Asset Management Inc. (« Foresters Asset Management »)** – le 15 mai 2019. L'acquisition de Foresters Asset Management, une société de gestion de placement ontarienne axée sur les placements institutionnels et les investissements guidés par le passif (« IGP »), donnera à Fiera Capital l'occasion de renforcer ses relations en offrant de solides solutions de placement aux clients de Foresters Asset Management, y compris un accès à des stratégies relatives aux titres à revenu fixe, aux actions et aux placements privés. Au terme de la conclusion de la transaction, qui devrait survenir au troisième trimestre de 2019, l'actif total des IGP de Fiera Capital devrait dépasser les 25 milliards de dollars, renforçant ainsi la position de la Société à titre de leader en matière de capacités de titres institutionnels à revenu fixe et d'IGP au Canada.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Conclusion du placement par prise ferme annoncé précédemment et visant 100 millions de dollars de débetures subordonnées non garanties de premier rang (4 juillet 2019) et exercice intégral et clôture de l'option de surallocation de 10 millions de dollars (9 juillet 2019).**
- **Consolidation de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives avec la conclusion de l'acquisition d'Integrated Asset Management Corp. (« IAM ») – le 3 juillet 2019.** L'acquisition annoncée d'IAM a ajouté plus de 3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et capital engagé dans la plateforme de stratégies de placement privé alternatives. L'équipe des placements liés à la dette privée d'IAM sera intégrée à Fiera Dette Privée et l'équipe de l'immobilier industriel se joindra à Fiera Immobilier.
- **Conclusion de l'acquisition annoncée précédemment des activités canadiennes et des fonds de Natixis – le 3 juillet 2019.** La Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Natixis Investment Managers Canada Corp., la société de portefeuille de Gestionnaires de placements Natixis Canada S.E.C. (« Natixis S.E.C. »), qui agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour des fonds d'investissement dont les titres sont placés auprès du public et par voie de placements privés (les « Fonds Natixis »). Conjointement, Natixis S.E.C. et les Fonds Natixis, par la suite renommés Fiera Investissements, ont ajouté environ 1,8 milliard de dollars d'actifs sous gestion au moment de la conclusion de la transaction. Grâce à l'expertise de ses gestionnaires de placements affiliés et à son offre de plus de 200 stratégies de placement, Fiera Investissements sera axée sur la prestation de solutions innovantes offrant croissance du capital et revenus aux investisseurs institutionnels canadiens.
- **Ouverture du nouveau siège social international dans la prestigieuse Tour Fiera Capital à Montréal – le 29 juillet 2019.** La Société a annoncé l'établissement de son nouveau siège social international au 1981, avenue McGill College, à Montréal, marquant une étape importante de l'évolution de la Société fondée en 2003. Le nouveau siège social de Fiera Capital offre un environnement de travail haut de gamme aux plus de 300 employés œuvrant dans l'immeuble de plus de 640 000 pieds carrés et témoigne de l'engagement de la Société à offrir des solutions de placement de premier plan et un service exemplaire à ses clients.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU RENDEMENT DES FONDS

Revue des marchés

Le deuxième trimestre a été caractérisé par une rafale de manchettes concernant les échanges commerciaux ayant jeté de l'ombre sur les perspectives commerciales mondiales. En ce qui concerne les échanges commerciaux, alors que les États-Unis ont reculé quant à leurs menaces protectionnistes contre des partenaires commerciaux au Canada, au Mexique, en Europe et au Japon, le président Trump a ramené toute son attention sur la Chine, soit la cible de son programme protectionniste depuis le premier jour. Les négociations entre les deux plus grandes économies mondiales ont mal tourné au début du mois de mai après que les États-Unis ont accusé la Chine de revenir sur sa parole dans le cadre d'un accord qui prenait forme, augmentant immédiatement les droits sur 200 milliards de dollars de biens chinois de 10 % à 25 %, et que le président Trump a été encore plus loin en menaçant d'imposer des droits sur un montant additionnel de 300 milliards de dollars de biens chinois. Après une impasse prolongée, les négociations ont atteint un point tournant à la clôture du trimestre lorsque les présidents Trump et Xi se sont réunis au G20 et ont convenu d'une nouvelle trêve pour reprendre les pourparlers – bien qu'ils ne soient pas parvenus à conclure un accord exhaustif. En effet, les deux parties ont fait des concessions, le président Trump reportant la dernière tranche des droits et levant certaines restrictions sur les technologies d'Huawei, alors que la Chine s'est engagée à acheter davantage de produits agricoles américains. Dans l'intervalle, au chapitre de la croissance, les répercussions ont été plus appréciables sur le sentiment d'insécurité, alors que l'enlisement des difficultés commerciales a suscité des perspectives plus prudentes eu égard à l'économie mondiale et a pesé à la fois sur la confiance des entreprises et des consommateurs. Bonne nouvelle toutefois, les plus grandes banques centrales du monde se sont avancées et ont affirmé leur volonté d'agir pour contrer le ralentissement cyclique – ce qui comprend notamment les importantes mesures de stimulation des décideurs chinois et le maintien des politiques monétaires accommodantes comme celles de la Réserve fédérale américaine, de la Banque centrale européenne et de la Banque du Japon.

Sur les marchés boursiers, le deuxième trimestre s'est joué en deux actes. Au début du trimestre, la confiance demeurait fragile et les investisseurs étaient nerveux au terme de l'intensification de la guerre commerciale ayant menacé la durabilité de la croissance économique mondiale. Toutefois, les investisseurs ont applaudi la rhétorique accommodante des principales banques centrales, alors qu'un optimisme renouvelé visant une résolution à l'amiable des pourparlers commerciaux entre les États-Unis et la Chine lors du G-20 a stimulé l'appétit pour le risque et les marchés boursiers mondiaux. Ultimement, les marchés boursiers mondiaux ont clôturé le trimestre en bonne position. Sur la scène régionale, les résultats étaient mitigés, le S&P 500 ayant pulvérisé des records en raison de la spéculation eu égard à l'atteinte d'une trêve commerciale entre les États-Unis et la Chine, alors que les attentes de réductions de taux multiples de la Réserve fédérale américaine ont également fait bondir les actions américaines. Le S&P/TSX a suivi le bal, dans une moindre mesure toutefois, les sociétés aurifères affichant une solide performance dans un contexte caractérisé par le ralentissement dans le secteur de l'énergie. Les marchés étrangers ont également affiché des résultats positifs, les bourses européenne et japonaise accueillant des engagements de soutien de la Banque centrale européenne et de la Banque du Japon, alors que le report des droits sur les automobiles a également fourni un certain soutien. À l'inverse, les actions des marchés émergents ont affiché une performance inférieure à celle de leurs pairs à l'échelle mondiale, particulièrement alors que le contexte commercial imprévisible menaçait d'entraîner l'économie chinoise dans une spirale récessive.

Les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats positifs au cours du deuxième trimestre. Les rendements des obligations ont diminué alors que les courtiers ont fait preuve d'audace et ont pris plus de risques eu égard aux politiques monétaires plus conciliantes en réponse à l'intensification des tensions commerciales ayant jeté de l'ombre sur la durabilité de la croissance mondiale. La courbe de rendement américaine a monté en flèche, la plus grande variation ayant été observée pour le court terme. Fait à noter, les marchés ont déjà totalement anticipé une baisse des taux d'intérêt à l'assemblée de juillet de la Réserve fédérale américaine et un total de quatre réductions de taux directeurs de la Fed jusqu'en 2020. Pour ce qui est du long terme, le rendement des obligations du Trésor américaines de 10 ans s'est établi à moins de 2 % pour la première fois depuis 2016, alors que les investisseurs payaient dans les faits les gouvernements allemand et japonais pour détenir leur argent depuis une décennie.

Perspectives économiques

En ce qui concerne l'avenir, les perspectives financières mondiales sont à la merci des banques centrales et des politiciens. Nous nous attendons à ce que la combinaison des politiques de soutien des banques centrales et de l'atténuation des tensions commerciales suffise à revitaliser la croissance mondiale au cours du deuxième semestre de 2019.

À l'échelle régionale, l'économie canadienne a été le théâtre d'une impressionnante reprise au cours du deuxième trimestre après un début d'exercice difficile. Le ralentissement temporaire observé dans le secteur de l'énergie s'est renversé et la suppression des droits liés aux métaux a permis la ratification de l'ACEUM; ces deux facteurs, conjointement, devraient raviver les investissements et les exportations. Dans l'intervalle, les pressions sous-jacentes sur les prix ont repris de plus belle et fourni à la Banque du Canada une raison de conserver le statu quo pour l'exercice à venir.

En dépit de la rhétorique prudente de la Réserve fédérale américaine, les perspectives de l'économie américaine demeurent raisonnablement reluisantes. Le consommateur demeure un élément essentiel de la solidité dans un contexte caractérisé par de solides tendances en matière d'emploi, des salaires en hausse et de faibles taux d'intérêt ayant maintenu la confiance et le niveau de dépenses, bien que la confiance à l'égard du secteur manufacturier se soit détériorée en raison du contexte commercial incertain. L'inflation maîtrisée persistante a donné à la Réserve fédérale américaine la latitude nécessaire pour assouplir sa politique monétaire au besoin, si les conditions économiques ou financières se détérioraient.

À l'étranger, les perspectives économiques de l'Europe et du Japon sont tributaires de la guerre commerciale et sont vulnérables à l'intensification des hostilités, bien que certains signes laissent entendre que le pire est passé pour ces économies axées sur les exportations. Nous nous attendons à ce que la croissance reprenne un rythme respectable alors que les décideurs offrent leur soutien indéfectible, bien que le sort de ces économies demeure intimement lié aux futurs développements en matière d'échanges commerciaux. Enfin, les perspectives de l'économie britannique dépendent directement de l'issue du Brexit, qui demeure hautement incertaine à l'heure actuelle.

Dans les pays émergents, les décideurs chinois ont réagi au contexte macroéconomique erratique avec une pléthore de mesures de stimulation monétaire pour prémunir l'économie contre les pressions imputables à la guerre commerciale. Toutefois, des signes avant-coureurs de stabilisation ont fait place au retour de l'anxiété des suites de la montée des mesures protectionnistes annoncées au mois de mai. À l'avenir, les efforts de relance combinés à une plus grande clarté en matière d'échanges commerciaux devraient aider à amenuiser les craintes d'atterrissage en catastrophe et permettre à l'économie chinoise d'atteindre un niveau plancher, et par ricochet, avoir une incidence favorable sur la croissance mondiale.

Sommaire du rendement du portefeuille

Stratégies à revenu fixe

Les stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des résultats positifs au cours de la période de douze mois close le 30 juin 2019, les équipes Revenu fixe – Gestion active, Revenu fixe – Gestion stratégique et Revenu fixe – Gestion intégrée affichant un rendement supérieur à celui de leur indice de référence.

Mandats équilibrés

Les mandats équilibrés ont connu un rendement exceptionnellement bon au cours de la période de douze mois close le 30 juin 2019, la majorité de ceux-ci affichant un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif.

Pour les cinq dernières années, le rendement était également substantiellement plus élevé que les indices de référence pertinents, se situant dans le haut de la fourchette à un chiffre, les stratégies étant pour la plupart classées dans le premier quartile.

Stratégies fondées sur des actions

La plupart des stratégies fondées sur des actions ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de la période de douze mois close le 30 juin 2019, et bon nombre ont également figuré dans le premier quartile.

Au Canada, l'équipe Actions canadiennes a continué d'ajouter de la valeur au deuxième trimestre et a largement contribué aux résultats, présentant toujours de solides résultats et établissant de solides antécédents de rendement.

L'équipe Actions mondiales a continué d'ajouter beaucoup de valeur au deuxième trimestre et a affiché un rendement bien supérieur à celui de son indice de référence pour toutes ses stratégies. La valeur ajoutée découle en grande partie d'une excellente sélection de titres. L'équipe a fait preuve de constance à la fois pour la protection des investissements des clients lors du repli du marché et pour le maintien du rythme de la reprise depuis le début de l'exercice.

Stratégies de placement privé alternatives

Stratégie de placement liquide

L'exercice a été éprouvant pour les fonds de couverture dans l'ensemble du secteur, alors que bon nombre de ceux-ci ont été pris au dépourvu par le revirement de situation au cours du quatrième trimestre, lequel a par la suite été inversé en partie par la reprise des marchés au cours du premier trimestre. Le rendement des cinq dernières années demeure solide.

Stratégies de placement privé

Nos stratégies de placement privé alternatives ont connu un excellent rendement pour la période de douze mois close le 30 juin 2019. La Société gagne du terrain dans certains secteurs comme le marché de l'immobilier du Royaume-Uni, améliorant ainsi sa capacité à injecter des capitaux propres dans des projets attrayants. Ces stratégies de placement privé continuent de gagner de plus en plus en popularité en raison du fait qu'elles offrent un rendement attrayant conjugué à une volatilité faible et à une faible corrélation avec les catégories d'actifs traditionnels.

À cet effet, la Société continue de développer des solutions pour répondre à la demande croissante de stratégies de placement alternatives générant des flux de rendement stables grâce à des investissements en immobilier, en infrastructures, en financement privé et en agriculture.

Nous avons progressivement mis sur pied une plateforme qui a répondu aux attentes des clients ou les a surpassées et qui est bien adaptée à l'environnement actuel. Nos stratégies performantes pour les catégories d'actifs traditionnels, fonds de couverture, stratégies non traditionnelles innovantes ayant pour objectif la diversification des sources de rendement, ainsi que notre gamme de solutions autres sont conçus pour répondre aux besoins particuliers et très diversifiés des clients, qu'il s'agisse d'enjeux liés aux obligations, de préoccupations liées à la gestion des risques baissiers, d'expositions importantes au change, de questions liées aux facteurs de risque environnementaux, sociaux et de gouvernance ou à des d'objectifs généraux en matière de répartition des actifs.

Nous continuons de nous efforcer de répondre aux besoins en constante évolution de nos clients de par le monde grâce à notre stratégie de développement qui tire parti de notre vision en constante évolution du monde et de notre vaste bassin de talents. Nous avons la capacité d'établir des partenariats avec nos clients visant des solutions globales de portefeuille et sommes heureux de faire partie de leur solution globale.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 30 juin 2019

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	68,0									
Revenu fixe actif et stratégique- Gestion active univers		7,33	0,08	Q3	4,34	0,26	Q3	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		7,69	0,33	Q2	4,01	0,46	Q1	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion intégrée crédit		6,89	-0,48	Q4	4,01	0,13	Q2		Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		5,23	-0,81	Q3	4,19	-0,04	Q3	1 ^{er} mars 2012	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Obligations à haut rendement		-14,81	-3,55	s. o.	2,46*	0,67*	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	85 % Merrill Lynch High Yield Corp B-BB couvert en \$ CA, 15 % Merrill Lynch High Yield Corp CCC couvert en \$ CA	
Actions privilégiées opportunités		-12,42	-3,00	s. o.	0,14	1,04	s. o.	1 ^{er} août 2015	Indice échelonné SOLACTIVE actions privilégiées	
Obligations infrastructure		12,00	0,26	s. o.	7,48	0,53	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE	
Actions privilégiées – Gestion valeur relative		7,10	-0,27	Q4	5,25*	-0,03*	Q3	1 ^{er} fév. 2004	Indice S&P/TSX d'actions privilégiées	
Revenu fixe actif et stratégique – Gestion stratégique univers		7,96	0,60	Q1	5,17*	0,45*	Q3	1 ^{er} déc. 2017	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		5,61	0,12	s. o.	2,42	-0,13	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		5,61	0,74	s. o.	2,42	0,36	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	4
Tax Efficient Core Plus		6,39	0,90	s. o.	3,07	0,52	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		6,43	-0,30	s. o.	2,50	0,04	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		6,43	0,02	s. o.	2,50	0,18	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	4
Équilibré	3,8									
Fonds équilibré « Core »		8,94	3,26	Q1	7,98	1,75	Q1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		8,93	3,35	Q1	8,07	1,96	Q1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Actions	65,8									
Actions canadiennes		12,08	8,21	Q1	9,02	4,35	Q1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		5,85	1,98	Q2	5,87	1,21	Q3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		-11,20	-15,07	Q4	1,73	-2,93	Q4	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-0,82	7,31	Q2	1,7	3,31	Q3	1 ^{er} janv. 1987	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-1,50	6,62	Q2	1,34	2,95	Q3	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		16,81	7,12	Q1	19,05	3,72	Q1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		10,23	9,82	Q1	11,8	5,28	Q1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales multidevises en dollars canadiens		16,39	10,76	Q1	16,26	5,21	Q1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
CGOV à actions totales		5,94	0,99	Q3	9,19	0,02	Q4	1 ^{er} avril 1999	65 % Indice MSCI Monde/ 35 % Indice composé S&P/TSX	
Apex Large Cap Growth		12,21	0,66	Q2	13,31	-0,09	Q2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	4
Apex Mid Cap Growth		11,75	-2,19	Q3	16,02	4,91	Q1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	4
Apex Smid Growth		7,82	1,69	Q3	8,91	-1,06	Q3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	4
Apex Small Cap Growth		6,94	7,44	Q2	6,32	-2,30	Q4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	4
Marchés Émergents de City National Rochdale		-3,97	-5,17	Q4	4,52	2,04	Q2	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	4
Emerging Markets Core Growth		2,01	0,80	Q3	4,71	2,22	Q2	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	4
Emerging Markets Growth & Income		11,19	9,98	Q1	3,08	0,59	Q3	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	4
Frontier Markets		1,48	-3,44	Q2	6,93	7,69	Q1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	4
Placements non traditionnels	11,9									
Fonds – Marché neutre nord-américain		1,84	–	s. o.	3,32	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		0,14	–	s. o.	6,21	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		8,33	–	s. o.	6,57	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		2,21	–	s. o.	4,26	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		3,32	–	s. o.	4,82	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	4
OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund		-3,27	–	s. o.	3,83	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2009	Rendement absolu	4
Fonds – Infrastructure		7,39	–	s. o.	6,48	–	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		7,74	–	s. o.	6,49	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Rendement absolu	
Fonds Fiera Agriculture mondiale		4,48	–	s. o.	0,97*	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2017	Rendement absolu	
Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques Core		6,28	–	s. o.	6,13*	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2017	Rendement absolu	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		7,21	–	s. o.	7,12	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera Properties Mezzanine Financing Fund		10,43	–	s. o.	10,23	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		7,04	–	s. o.	7,83	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
TOTAL DES ACTIFS SOUS GESTION	149,5									

Notes :

- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Rendements en dollars américains
Renseignements importants :
 - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
 - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
 - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
 - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
 - Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
 - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
 - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
 - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
 - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
 - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion aux 30 juin 2019 et 2018 et au 31 mars 2019, ainsi que pour les trimestres clos à ces dates.

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AU			VARIATION	
	30 JUIN 2019	31 MARS 2019	30 JUIN 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Actifs sous gestion	149 531	144 861	139 389	4 670	10 142
ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2019	LE 31 MARS 2019	LE 30 JUIN 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Produits					
Honoraires de gestion	135 543	129 093	117 947	6 450	17 596
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 195	1 557	2 664	(362)	(1 469)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	359	50	(14)	309	373
Autres revenus	12 807	12 085	5 635	722	7 172
	149 904	142 785	126 232	7 119	23 672
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	110 599	109 020	99 254	(1 579)	(11 345)
Frais des gestionnaires externes	249	182	373	(67)	124
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 622	12 415	10 488	(207)	(2 134)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 216	1 084	1 018	(132)	(198)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 561	5 057	–	496	–
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	1 022	3 128	2 389	2 106	1 367
Frais d'acquisition	6 670	1 707	2 508	(4 963)	(4 162)
(Profit réalisé) perte réalisée sur placements	(452)	5	2	457	454
Perte sur disposition d'actifs	–	300	–	–	–
Intérêts sur les obligations locatives	1 288	1 284	–	(4)	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 709	7 398	5 054	689	(1 655)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	6 636	6 491	5 720	(145)	(916)
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	350	–	–	–	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(153)	(546)	–	(393)	–
Total des charges	151 317	147 525	126 806	(3 792)	(24 511)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(1 413)	(4 740)	(574)	3 327	(839)
Charge d'impôt sur le résultat	3 370	1 844	1 641	(1 526)	(1 729)
Résultat net	(4 783)	(6 584)	(2 215)	1 801	(2 568)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(5 513)	(6 553)	(2 106)	1 040	(3 407)
À la participation ne donnant pas le contrôle	730	(31)	(109)	761	839
Résultat net	(4 783)	(6 584)	(2 215)	1 801	(2 568)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹	0,47	0,40	0,35	0,40	0,40
Résultat net	(0,06)	(0,07)	(0,02)	(0,07)	(0,07)
Résultat net ajusté ¹	0,33	0,26	0,26	0,26	0,26
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹	0,47	0,40	0,35	0,40	0,40
Résultat net	(0,06)	(0,07)	(0,02)	(0,07)	(0,07)
Résultat net ajusté ¹	0,33	0,26	0,26	0,26	0,26

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 33. Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2019	LE 30 JUIN 2018	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Produits			
Honoraires de gestion	264 636	230 128	34 508
Honoraires de performance – actifs traditionnels	2 752	4 237	(1 485)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	409	(117)	526
Autres revenus	24 892	11 965	12 927
	292 689	246 213	46 476
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	219 619	196 774	(22 845)
Frais des gestionnaires externes	431	740	309
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 037	20 510	(4 527)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 300	1 965	(335)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	9 618	–	(9 618)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	4 150	3 317	(833)
Frais d'acquisition	8 377	5 526	(2 851)
(Profit réalisé) perte réalisée sur placements	(447)	29	476
Perte sur disposition d'actifs	300	–	(300)
Intérêts sur les obligations locatives	2 572	–	(2 572)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	14 107	9 815	(4 292)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	13 127	10 187	(2 940)
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	350	–	(350)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(699)	–	699
Total des charges	298 842	248 863	(49 979)
Résultat avant impôt sur le résultat	(6 153)	(2 650)	(3 503)
Charge d'impôt sur le résultat	5 214	1 658	(3 556)
Résultat net	(11 367)	(4 308)	(7 059)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	(12 066)	(4 299)	(7 767)
À la participation ne donnant pas le contrôle	699	(9)	708
Résultat net	(11 367)	(4 308)	(7 059)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹	0,86	0,67	0,19
Résultat net	(0,12)	(0,05)	(0,07)
Résultat net ajusté ¹	0,58	0,50	0,08
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹	0,86	0,67	0,19
Résultat net	(0,12)	(0,05)	(0,07)
Résultat net ajusté ¹	0,58	0,50	0,08

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 33. Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 5 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 30 JUIN 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	65 552	58 335
Débiteurs	146 619	148 459
Autres actifs courants	24 504	50 654
Total des actifs courants	236 675	257 448
Goodwill	642 132	631 699
Immobilisations incorporelles	496 693	529 062
Actifs au titre du droit d'utilisation	108 228	–
Autres actifs non courants	70 220	42 398
Total des actifs	1 553 948	1 460 607
Créditeurs et charges à payer	136 552	144 059
Autres passifs courants	51 444	46 260
Total des passifs courants	187 996	190 319
Dettes à long terme	492 599	421 139
Obligations locatives	111 477	–
Débetures convertibles	79 681	79 008
Obligations au titre du prix d'achat	90 731	98 221
Passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	12 884	–
Impôt sur le résultat différé	11 830	12 489
Autres passifs non courants	8 641	25 705
Total des passifs	995 839	826 881
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	556 642	632 958
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	1 467	768
	558 109	633 726
Total des passifs et des capitaux propres	1 553 948	1 460 607

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos les 30 juin 2019 et 2018 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 9, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 6, 7 et 8 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 6 – Actifs sous gestion¹ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 JUIN 2019	LE 31 MARS 2019	LE 30 JUIN 2018
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	144 861	136 675	131 360
Variation nette	3 933	8 186	2 999
Acquisitions	737	–	5 030
Actifs sous gestion à la clôture de la période	149 531	144 861	139 389
Actifs sous gestion moyens	148 855	141 887	134 350

¹ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 7 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 MARS 2019	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2019
Marchés institutionnels	76 489	1 371	(350)	(170)	2 709	(588)	737	80 198
Gestion privée	32 696	548	(411)	(1)	680	(724)	–	32 788
Marché des conseillers aux investisseurs	35 676	413	(538)	244	976	(226)	–	36 545
Actifs sous gestion à la clôture de la période	144 861	2 332	(1 299)	73	4 365	(1 538)	737	149 531

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 4,6 milliards de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 149,5 milliards de dollars au 30 juin 2019, contre 144,9 milliards de dollars au 31 mars 2019. Cette hausse s'explique principalement par l'appréciation des marchés de 4,4 milliards de dollars, combinée à des nouveaux mandats remportés de 2,3 milliards de dollars au cours de la période et par l'acquisition de Palmer Capital représentant un apport de 0,7 milliard de dollars aux actifs sous gestion. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 1,3 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2019. Enfin, la fluctuation du change a eu une incidence négative sur les actifs sous gestion de la Société d'environ 1,5 milliard de dollars au cours du deuxième trimestre de 2019.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 80,2 milliards de dollars au 30 juin 2019, contre 76,5 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Cette augmentation est attribuable à l'appréciation du marché de 2,7 milliards de dollars combinée aux nouveaux mandats et entrées de fonds de 1,4 milliard de dollars attribuables essentiellement aux activités au Canada et en Europe, ainsi qu'à un montant additionnel de 0,7 milliard de dollars d'actifs sous gestion des suites de l'acquisition de Palmer Capital. La hausse des actifs sous gestion est partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 0,4 milliard de dollars et par une contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement à l'échelle mondiale ou ont rapatrié les mandats à l'interne. Enfin, les fluctuations du taux de change du dollar américain ont eu une incidence négative d'environ 0,6 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars, ou 0,3 %, pour atteindre 32,8 milliards de dollars au 30 juin 2019, contre 32,7 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette hausse est avant tout attribuable à l'appréciation des marchés de 0,7 milliard de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars, découlant essentiellement des activités aux États-Unis. La hausse des actifs sous gestion a été partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 0,4 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,7 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 juin 2019.

Le total des actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs a augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 36,5 milliards de dollars au 30 juin 2019, contre 35,7 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette augmentation s'explique principalement par une appréciation des marchés de 1,0 milliard de dollars, combinée à des nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars et à une contribution nette positive de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre. La hausse des actifs sous gestion a été en partie contrebalancée par des mandats perdus de 0,5 milliard de dollars, essentiellement en raison du fait que des clients ont opté pour d'autres catégories d'actifs. Enfin, la fluctuation du change du dollar américain a eu une incidence défavorable d'environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 juin 2019.

Tableau 8 – Actifs sous gestion par type de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2018	NOUVEAUX	PERDUS	APPORTS NET	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION) / AJUSTEMENT	30 JUIN 2019
Marchés institutionnels	71 958	2 050	(1 756)	(42)	8 355	(1 104)	737	80 198
Gestion privée	31 317	1 268	(631)	(75)	2 153	(1 244)	–	32 788
Marché des conseillers aux investisseurs	33 400	662	(919)	6	3 824	(428)	–	36 545
Actifs sous gestion – clôture de la période	136 675	3 980	(3 306)	(111)	14 332	(2 776)	737	149 531

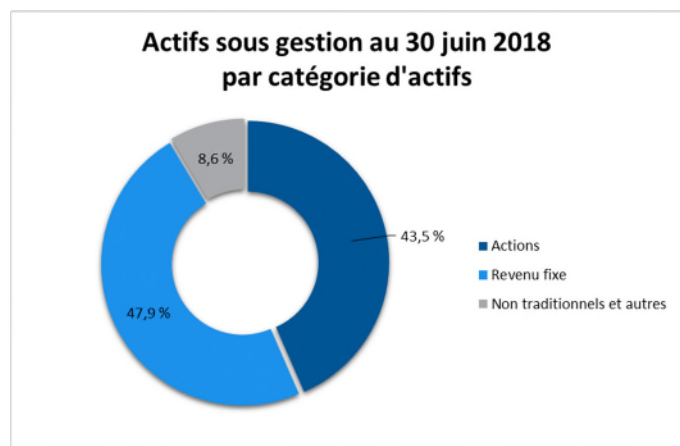
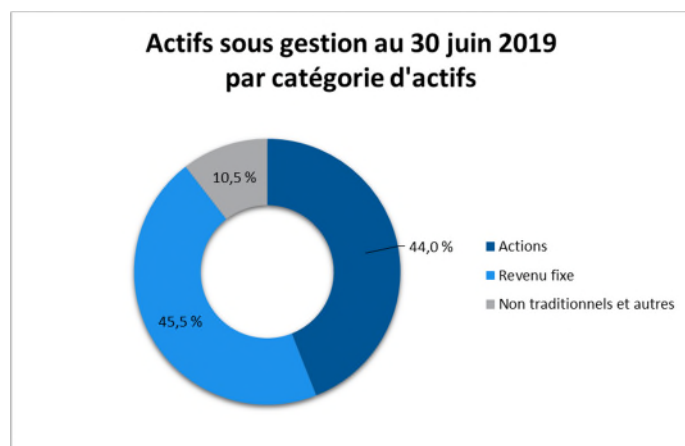
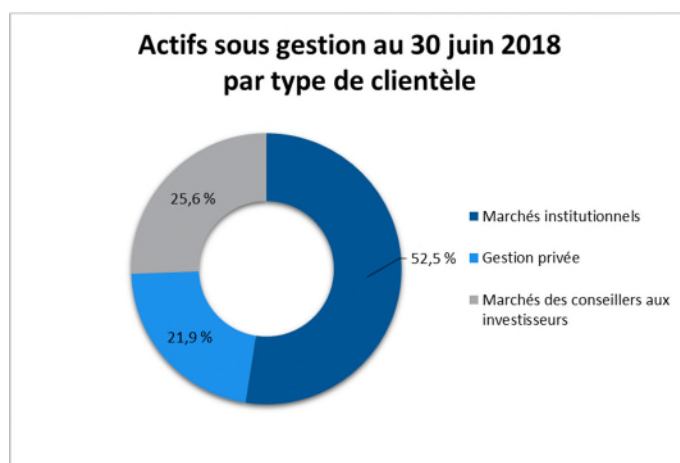
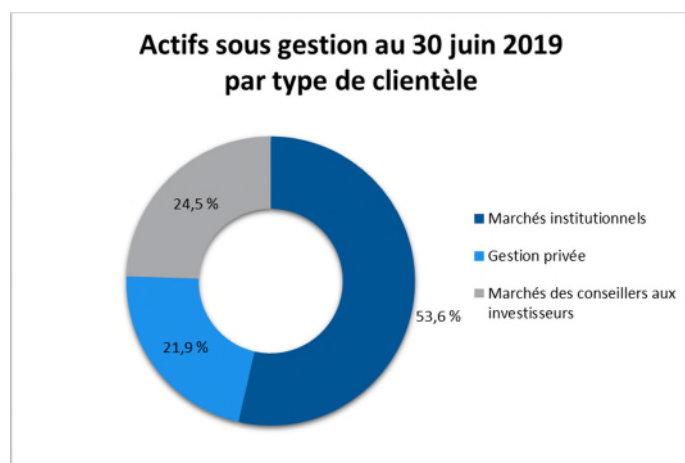
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 12,8 milliards de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 149,5 milliards de dollars au 30 juin 2019, contre 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018. Cette augmentation des actifs sous gestion s'explique principalement par l'appréciation des marchés de 14,3 milliards de dollars, combinée aux nouveaux mandats de 4,0 milliards de dollars obtenus au cours de la période provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, combinés à l'acquisition de Palmer Capital représentant un apport de 0,7 milliard de dollars d'honoraires de gestion de placement. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par la perte de mandats de 3,3 milliards de dollars en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement ou ont opté pour d'autres catégories d'actifs au cours du deuxième semestre de 2019. Enfin, la fluctuation du change avec le dollar américain a eu une incidence défavorable sur l'actif sous gestion de la Société d'environ 2,8 milliards de dollars pour le deuxième semestre de 2019.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 juin 2019 et au 30 juin 2018, respectivement.



Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Tableau 9 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2019	LE 31 MARS 2019	LE 30 JUIN 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	67 507	63 057	54 683	4 450	12 824
Gestion privée	35 939	33 609	29 249	2 330	6 690
Marché des conseillers aux investisseurs	32 097	32 427	34 015	(330)	(1 918)
Total des honoraires de gestion	135 543	129 093	117 947	6 450	17 596
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 195	1 557	2 664	(362)	(1 469)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	359	50	(14)	309	373
Total des honoraires de performance	1 554	1 607	2 650	(53)	(1 096)
Autres revenus	12 807	12 085	5 635	722	7 172
Total des produits	149 904	142 785	126 232	7 119	23 672

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, les produits se sont accrus de 23,7 millions de dollars, ou 19 %, pour se fixer à 149,9 millions de dollars, contre 126,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement de la prise en compte de la croissance interne découlant des nouveaux mandats et de l'apport accru des clients, combinés aux produits additionnels émanant des acquisitions de CGOV en mai 2018 (un trimestre complet de produits au deuxième trimestre de 2019, comparativement à un mois de produits pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent), de Clearwater en août 2018 et plus récemment de l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital en avril 2019 et de la croissance des autres revenus tel que discuté dans la section « Autres revenus » ci-bas.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 17,6 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 135,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 117,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019 ont augmenté de 12,8 millions de dollars, ou 23 %, pour se fixer à 67,5 millions de dollars, comparativement à 54,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables aux acquisitions de Clearwater, de CGOV et de Palmer Capital, combinés à l'augmentation des produits attribuable à la croissance des stratégies de placement privé alternatives, ainsi qu'à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats principalement dans la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 6,7 millions de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 35,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 29,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'acquisition de CGOV combinée à la hausse des produits des activités aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs se sont établis à 32,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une diminution de 1,9 million de dollars ou 6 %, comparativement à 34,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement attribuable aux activités en Europe et au Canada.

Honoraires de performance

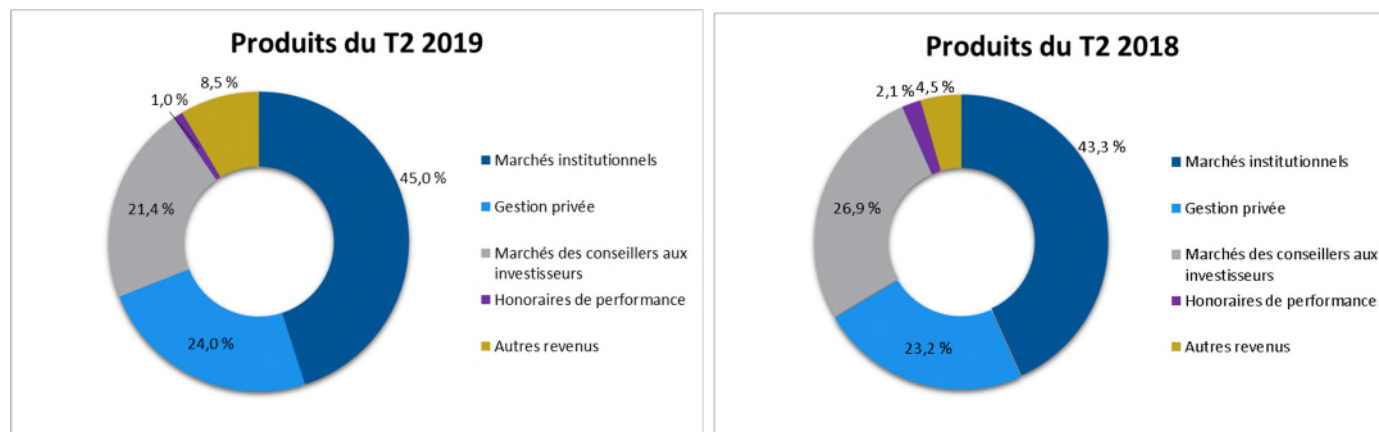
Les honoraires de performance se sont établis à 1,6 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 2,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 7,2 millions de dollars, ou 129 %, pour s'élever à 12,8 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 5,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement à la hausse au Canada découlant de la modification apportée à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15 prescrivant la présentation des produits bruts par opposition à la présentation sur une base nette dans les charges d'exploitation auparavant prescrite, à la hausse des produits découlant des stratégies de placement privé alternatives, à un profit sur les contrats de change à terme, comparativement à une perte de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'à un trimestre complet d'honoraires de service provenant de CNR, comparativement à un mois de produits au deuxième trimestre de 2018, suite à la transition du service de sous-conseiller à celui de gestionnaire en juin 2018 .

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2019 et 2018, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, les produits ont augmenté de 7,1 millions de dollars, ou 5 %, pour se fixer à 149,9 millions de dollars, comparativement à 142,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette augmentation des produits s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion de base découlant de l'acquisition de Palmer Capital, combinée à la hausse des produits des secteurs des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives, partiellement contrebalancées par la diminution des autres produits.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 6,4 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 135,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 129,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 4,4 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 67,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 63,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. L'augmentation séquentielle tient surtout de l'acquisition de Palmer Capital, combinée à la hausse des produits tirés des activités canadiennes et des stratégies de placement privé alternatives.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 2,3 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 35,9 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, par rapport à 33,6 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2019. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des produits découlant des activités au Canada et aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 1 %, pour s'élever à 32,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 32,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019, ce qui s'explique principalement par la diminution des honoraires de gestion attribuable aux activités canadiennes des suites de la vente de la participation de la Société dans Fonds Fiera Capital inc. et de neuf fonds communs de placement à Canoe Financial LP en février 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 1,6 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 1,6 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 12,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une hausse de 0,7 million de dollars, soit 6 %, comparativement à 12,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette hausse est attribuable en grande partie à l'augmentation des autres revenus tirés de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives.

Tableau 10 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2019	LE 30 JUIN 2018	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	130 564	105 551	25 013
Gestion privée	69 548	56 596	12 952
Marché des conseillers aux investisseurs	64 524	67 981	(3 457)
Total des honoraires de gestion	264 636	230 128	34 508
Honoraires de performance – actifs traditionnels	2 752	4 237	(1 485)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	409	(117)	526
Total des honoraires de performance	3 161	4 120	(959)
Autres revenus	24 892	11 965	12 927
Total des produits	292 689	246 213	46 476

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les produits ont augmenté de 46,5 millions de dollars, ou 19 %, pour se fixer à 292,7 millions de dollars, comparativement à 246,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits d'un exercice sur l'autre est essentiellement attribuable aux produits additionnels découlant des acquisitions de CGOV, Clearwater et Palmer Capital, combinés à la croissance interne résultant des capacités de distribution améliorées, surtout dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée, ainsi qu'en raison de la croissance au titre des stratégies de placement privé alternatives, partiellement contrebalancées par la diminution des produits tirés du secteur Marché des conseillers aux investisseurs.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 34,5 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 264,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre 230,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse globale des honoraires de gestion et la hausse par catégorie de clientèle se détaillent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 25,0 millions de dollars, ou 24 %, pour s'établir à 130,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre 105,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion est principalement attribuable aux acquisitions de CGOV, Clearwater et Palmer Capital, combinées à la hausse des actifs sous gestion en raison des nouveaux mandats découlant des stratégies Marchés boursiers mondiaux et des stratégies de placement privé alternatives.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 12,9 millions de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 69,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, par rapport à 56,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV, combinés à la hausse des produits attribuable en grande partie à la croissance interne découlant de la capacité de distribution améliorée essentiellement aux États-Unis.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 3,5 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 64,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre 68,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable en grande partie à la diminution des produits tirés des activités européennes et américaines.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance ont totalisé 3,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre 4,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des honoraires de performance est attribuable à la catégorie Actifs traditionnels, partiellement compensée par la hausse des honoraires de performance attribuable à la catégorie Actifs non traditionnels au cours du premier semestre de 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 24,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une hausse de 12,9 millions de dollars, soit 108 %, comparativement à 12,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en grande partie à un profit sur les contrats de change visant les produits libellés en dollars américains au premier semestre de 2019, comparativement à une perte au cours de la période comparable de 2018, combinée à la hausse des autres produits au Canada découlant de la modification apportée à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15 prescrivant la présentation des produits bruts par opposition à la présentation sur une base nette dans les charges d'exploitation auparavant prescrite. Par ailleurs, la hausse des autres produits tirés des activités américaines et des stratégies de placement privé alternatives a contribué à la hausse des autres revenus de la Société au cours du premier semestre de 2019, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 11,2 millions de dollars, ou 11 %, pour s'établir à 110,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2019, contre 99,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une hausse du volume découlant de la croissance et des acquisitions de la Société contrebalancée en partie par un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16, *Contrats de location*, au 1^{er} janvier 2019.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 1,6 million de dollars, ou 1 %, pour se chiffrer à 110,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2019, contre 109,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. La hausse est attribuable en grande partie à l'inclusion de Palmer Capital.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 22,6 millions de dollars, ou 11 %, pour se chiffrer à 220,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre 197,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts est attribuable au volume accru d'opérations des suites de la croissance mondiale et des acquisitions de la Société, partiellement contrebalancé par un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16, *Contrats de location* au 1^{er} janvier 2019.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,2 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une hausse de 0,2 million de dollars, ou 20 %, contre 1,0 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est en harmonie avec l'évolution de la Société.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 12,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une hausse de 2,1 millions de dollars, ou 20 %, contre 10,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établie à 4,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre néant pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,2 million de dollars, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, comparativement à celui de 1,1 million de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable à 12,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, comparativement à 12,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établie à 4,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 5,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

L'amortissement des immobilisations corporelles a connu une hausse de 0,3 million de dollars, soit 15 %, pour s'établir à 2,3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à celui de 2,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 4,5 millions de dollars, ou 22 %, pour s'établir à 25,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à 20,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est essentiellement attribuable aux diverses acquisitions.

Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 et à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, qui présentent les détails de l'acquisition des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises et aux autres transactions.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établie à 9,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre néant pour la période correspondante close le 30 juin 2018.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 1,6 million de dollars, soit 31 % pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, pour se fixer à 6,7 millions de dollars, contre 5,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 6,7 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, soit une baisse de 0,7 million de dollars, ou 9 % comparativement à 7,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. L'incidence nette favorable des autres charges financières a été compensée en partie par une hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 14,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, soit une hausse de 4,3 millions de dollars, ou 44 %, comparativement à 9,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Intérêts sur les obligations locatives

Des suites de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, l'intérêt sur les obligations locatives se chiffrait à 1,3 million de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 1,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019 et à néant pour le trimestre comparable clos le 30 juin 2018.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 6,6 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, en regard d'une charge de 5,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à la transaction de Clearwater qui a généré une croissance des produits.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 6,6 millions de dollars a été inscrite au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, comparativement à une charge de 6,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du trimestre clos le 30 juin 2018

Une charge de 13,1 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le semestre clos le 30 juin 2019, en regard d'une charge de 10,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition de Clearwater.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 57 %, pour s'établir à 7,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 4,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des frais d'acquisition au terme des diverses activités d'acquisition en 2019, facteurs partiellement compensés par la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts au cours du deuxième trimestre de 2019, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts se sont établis à 7,7 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, représentant une hausse de 2,9 millions de dollars, ou 60 %, comparativement à 4,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts d'acquisition au deuxième trimestre de 2019, essentiellement au sein de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives et au Canada par rapport au trimestre précédent clos le 31 mars 2019.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts se sont établis à 12,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, représentant une augmentation de 3,7 millions de dollars, ou 42 %, comparativement à 8,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des frais d'acquisition des suites des divers projets d'acquisition en 2019, combinée à la hausse des coûts de restructuration et autres coûts au premier semestre de 2019, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (5,5) millions de dollars, ou (0,06) \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation est essentiellement imputable à une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation, à la hausse des coûts liés aux acquisitions, à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, à une hausse de la charge d'intérêts et à une charge de désactualisation plus élevée et à la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ayant principalement trait aux transactions de CNR et de Clearwater, compensée en partie par la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (5,5) millions de dollars, ou (0,06) \$ par action (de base et dilué) contre un résultat net de (6,6) millions de dollars, ou (0,07) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019. La variation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des coûts liés aux acquisitions et de la charge d'impôt sur le résultat.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (12,1) millions de dollars ou (0,12)\$ par action (de base et dilué), comparativement à un résultat net de (4,3) millions de dollars ou (0,05)\$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du résultat net est attribuable à la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation, à une augmentation de la dotation aux amortissements, à la hausse des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des produits imputables aux capacités de distribution améliorées, à l'appréciation des marchés et aux acquisitions.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession d'actifs, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession des participations dans des coentreprises et des filiales, de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société a procédé à la première application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué l'IFRS 16 selon l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation qui représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux, son équipement et autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Ainsi, les données comparatives présentées n'ont pas été retraitées et sont présentées conformément à l'IAS 17, *Contrats de location*. L'incidence de l'adoption est présentée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

La Société définit **la marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹ et le BAIIA ajusté par action¹ de la Société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Tableau 11 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2019	LE 31 MARS 2019	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2019	LE 30 JUIN 2018
Résultat net	(4 783)	(6 584)	(2 215)	(11 367)	(4 308)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 370	1 844	1 641	5 214	1 658
Amortissement des immobilisations corporelles	1 216	1 084	1 018	2 300	1 965
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 622	12 415	10 488	25 037	20 510
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 561	5 057	0	9 618	0
Intérêts sur les obligations locatives	1 288	1 284	0	2 572	0
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 709	7 398	5 054	14 107	9 815
BAIIA¹	24 983	22 498	15 986	47 481	29 640
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	1 022	3 128	2 389	4 150	3 317
Frais d'acquisition	6 670	1 707	2 508	8 377	5 526
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	6 636	6 491	5 720	13 127	10 187
Perte (profit) réalisé(e) sur placements	(452)	5	2	(447)	29
Perte sur disposition d'actifs	–	300	–	300	–
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	350	–	–	350	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(153)	(546)	–	(699)	–
Rémunération fondée sur des actions	6 748	5 234	6 098	11 982	12 843
BAIIA ajusté¹	45 804	38 817	32 703	84 621	61 542
Par action (de base)	0,47	0,40	0,35	0,86	0,67
Par action (dilué)	0,47	0,40	0,35	0,86	0,67

¹ Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, le BAIIA ajusté a été en hausse de 13,1 millions de dollars, ou 40 %, pour atteindre 45,8 millions de dollars, ou 0,47 \$ par action (de base et dilué), contre 32,7 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre clos le 30 juin 2019 a augmenté essentiellement du fait des acquisitions de CGOV, Clearwater et Palmer Capital, combinées à la hausse des produits tirés des stratégies de placement privé alternatives et de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, le BAIIA ajusté s'est établi à 45,8 millions de dollars ou 0,47 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une augmentation de 7,0 millions de dollars, ou 18 %, comparativement à 38,8 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 31 mars 2019. Cette hausse séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la hausse des produits découlant de l'acquisition de Palmer Capital, combinée à la hausse des produits tirés des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, le BAIIA ajusté s'est établi à 84,6 millions de dollars, soit 0,86 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une hausse de 23,1 millions de dollars, ou 38 %, contre 61,5 millions de dollars ou 0,67 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La progression du BAIIA ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2019 est avant tout attribuable à une hausse des produits provenant des actifs sous gestion découlant de la croissance interne et de la croissance du marché, ainsi qu'à diverses acquisitions et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 12 – Rapprochement du BAIIA¹ et du BAIIA ajusté¹ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017
Résultat net	(4 783)	(6 584)	(1 573)	1 127	(2 215)	(2 093)	1 084	4 771
Impôt sur le résultat (recouvrement)	3 370	1 844	(3 056)	969	1 641	17	5 185	(263)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964	976
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	4 561	5 057	–	–	–	–	–	–
Intérêt sur les contrats de location	1 288	1 284	–	–	–	–	–	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 709	7 398	10 147	5 393	5 054	4 761	4 835	2 641
BAIIA¹	24 983	22 498	19 165	20 414	15 986	13 654	20 846	18 612
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357
Frais d'acquisition	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	6 636	6 491	8 332	5 978	5 720	4 467	2 880	375
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(452)	5	(171)	(3)	2	27	(128)	2
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	–	300	81	1	–	–	42	480
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	350	–	–	–	–	–	–	–
Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente	(153)	(546)	191	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816
BAIIA ajusté¹	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020
PRODUITS	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127
Marge du BAIIA ajusté	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33
Dilué	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32

¹ Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation après impôt des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* en 2017.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives préalables au 31 décembre 2017 portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 septembre 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 30 septembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 13 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2019	LE 31 MARS 2019	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2019	LE 30 JUIN 2018
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(5 513)	(6 553)	(2 106)	(12 066)	(4 299)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 216	1 084	1 018	2 300	1 965
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 622	12 415	10 488	25 037	20 510
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 561	5 057	-	9 618	-
Rémunération fondée sur des actions*	6 748	5 234	6 098	11 982	12 843
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*	1 022	3 128	2 389	4 150	3 317
Frais d'acquisition*	6 670	1 707	2 508	8 377	5 526
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles*	6 992	6 807	6 058	13 799	10 842
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur*	350	-	-	350	-
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*	(153)	(546)	-	(699)	-
Déduire : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus*	2 034	3 460	2 661	5 494	5 251
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	32 481	24 873	23 792	57 354	45 453
Par action (de base)					
Résultat net	(0,06)	(0,07)	(0,02)	(0,12)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,33	0,26	0,26	0,58	0,50
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,06)	(0,07)	(0,02)	(0,12)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,33	0,26	0,26	0,58	0,50

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 32,5 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, contre 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2019 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 25,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 12,8 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectifs sur les obligations convertibles, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 32,5 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué), par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2019, qui s'était établi à 24,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué). Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation des produits imputable à l'acquisition de Palmer Capital, combinée à la hausse des produits tirés des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 57,4 millions de dollars, ou 0,58 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 45,5 millions de dollars, ou 0,50 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2019 rend compte de la perte nette, compte non tenu d'un montant de 48,9 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action (de base et dilué) au titre de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que d'un montant de 20,5 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué) au titre des coûts d'acquisition, de restructuration, d'intégration et autres coûts, d'une charge liée à la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débiteures convertibles, la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur après impôt.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 14 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603
Amortissement des immobilisations corporelles	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964	976
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 561	5 057	–	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions*	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357
Frais d'acquisition*	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles*	6 992	6 807	8 692	6 285	6 058	4 784	2 880	375
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*	(153)	(546)	191	–	–	–	–	–
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur*	350	–	–	–	–	–	–	–
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	–	–	–	–	6 017	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus*	2 034	3 460	4 294	2 902	2 661	2 590	2 580	933
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	32 481	24 873	28 251	27 533	23 792	21 661	29 238	23 059
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,33	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Situation de trésorerie et sources de financement

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment (sans être limitée) aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 15 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2019	LE 30 JUIN 2018
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	19 162	14 986
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(17 310)	(60 185)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	2 472	40 244
Diminution (augmentation) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 324	(4 955)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(3 545)	1 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	52 466	41 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	53 245	38 095

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 19,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019. Ce montant découle essentiellement des entrées de trésorerie de 51,1 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, des incitatifs à la location, des obligations locatives différées, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, facteurs contrebalancés en partie par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 29,0 millions de dollars (voir la note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018), ainsi que par les sorties de trésorerie de 2,9 millions de dollars utilisées aux fins de paiement d'autres passifs non courants.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 17,3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, en raison essentiellement de sorties de trésorerie de 17,5 millions de dollars liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, de sorties de trésorerie de 12,6 millions de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de sorties de trésorerie de 12,1 millions de dollars liées au règlement des ajustements et des obligations, combinées à une hausse de 9,4 millions de dollars de la trésorerie soumise à restrictions, partiellement compensées par des entrées de trésorerie de 32,8 millions de dollars générées par la cession d'actifs.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 2,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, en raison principalement d'une hausse de 90,7 millions de dollars de la dette à long terme, contrebalancée en partie par le versement de dividendes de 41,4 millions de dollars, combiné à des sorties de trésorerie de 29,4 millions de dollars au titre du rachat et de l'annulation d'actions, de 10,5 millions de dollars au titre des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et de 5,8 millions de dollars de paiements locatifs au cours de la période.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence négative de 3,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019.

Comparaison du semestre clos le 30 juin 2019 et du semestre clos le 30 juin 2018

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 19,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 15,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation positive découle principalement de la variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 17,3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, en regard de 60,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. La diminution s'explique surtout par une baisse des sorties de trésorerie liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles de 36,9 millions de dollars, combinées à des entrées de trésorerie de 32,8 millions de dollars tirées de la cession d'actifs, partiellement contrebalancées par une hausse des sorties de trésorerie de 11,8 millions de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles, ainsi que par une variation négative de 9,4 millions de dollars de la trésorerie soumise à restrictions et par une hausse de 6,6 millions de dollars des sorties liées au règlement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 2,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 40,2 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable aux sorties de trésorerie liées au rachat et à l'annulation d'actions plus élevées de 29,4 millions de dollars, combinées à des sorties de trésorerie plus élevées liées au versement de dividendes de 6,9 millions de dollars et à l'inclusion des sorties de 5,8 millions de dollars au titre des paiements de location liées aux activités de financement des suites d'une modification du classement des charges locatives, lesquelles sont passées des charges d'exploitation aux charges de financement, partiellement compensées par des entrées de trésorerie de 7,8 millions de dollars liées aux emprunts à long terme et par une diminution de 1,8 million de dollars des charges de financement payées.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence négative de 3,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2019, contre une incidence positive de 2,0 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dette à long terme

Tableau 16 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 30 JUIN 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	494 923	422 805
Autres facilités	–	919
Charges de financement différées	(2 324)	(2 197)
	492 599	421 527
Moins la partie courante	–	(388)
Partie non courante	492 599	421 139

Facilité de crédit

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200,0 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. Sous réserve de certaines modalités, l'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Au 30 juin 2019, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 276,543 millions de dollars canadiens et de 167,117 millions de dollars américains (218,38 millions de dollars canadiens) [123,5 millions de dollars canadiens et 219,4 millions de dollars américains (299,305 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2018].

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente.

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière consolidés.

Situation de trésorerie et sources de financement

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 30 juin 2019, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit et celles-ci étaient également respectées au 31 décembre 2018. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

Autres facilités

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société avait un emprunt bancaire à rembourser de 0,231 million de dollars à l'égard duquel des paiements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens étaient requis. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt). L'échéance initiale de ce prêt était le 30 juin 2019, toutefois, la filiale a remboursé le total de l'encours en janvier 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une facilité de crédit-bail dont le solde impayé était de 0,688 million de dollars canadiens, aux termes de laquelle des paiements de 0,015 million de dollars canadiens étaient exigés. En janvier 2019, la filiale a remboursé le solde impayé de cette facilité de crédit-bail. Au 31 décembre 2018, les parties courante et non courante du prêt se chiffraient à 0,157 million de dollars et à 0,531 million de dollars, respectivement.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens. Cette ligne de crédit portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit, laquelle a été annulée en janvier 2019.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 juin 2019, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2018).

Situation de trésorerie et sources de financement

Débetures convertibles

Tableau 17 – Débetures convertibles (en milliers de dollars)

	Au 30 juin 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 031)	(4 031)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 568)
Charge de désactualisation sur la composante capitaux propres	2 030	1 357
Solde à la clôture de l'exercice	79 681	79 008

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débetures convertibles non garanties à 5 % venant à échéance le 23 juin 2023, pour un produit brut de 86,25 millions de dollars canadiens. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débetures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A. Les débetures convertibles ne pourront pas être rachetées par la Société avant le 30 juin 2021, mais pourront l'être à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, un montant de 2,156 millions de dollars a été versé au titre des intérêts courus du 31 décembre 2018 au 30 juin 2019 (un montant de 4,431 millions de dollars a été versé le 31 décembre 2018 au titre des intérêts en trésorerie courus depuis la date d'émission jusqu'au 31 décembre 2018).

Capital social

Au 30 juin 2019, la Société avait 78 899 586 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 98 311 987 actions en circulation, contre 76 200 754 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 95 613 155 actions en circulation au 30 juin 2018.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débetures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, la Société (et au 31 décembre 2018, une filiale de la Société ayant été vendue en février 2019) sont assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement du Règlement 31-103, établis sur une base non consolidée et se conforment à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales, au besoin, se sont conformées aux clauses restrictives applicables aux termes des différentes facilités de crédit présentées à titre de dette à long terme (se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018).

Situation de trésorerie et sources de financement

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt ou de débentures convertibles. Le 4 juillet 2019, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées non garanties (se reporter à la note 20 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018).

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2019, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « *Obligations contractuelles* » du rapport de gestion annuel 2018 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Paiements fondés sur des actions

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

a) Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018 est présenté ci-après :

Tableau 18 – Transactions sur options

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
En circulation à l'ouverture de la période	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Attributions	1 070 000	12,25	20 000	11,23
Exercices	(84 176)	8,94	(336 606)	8,06
Renonciations	(246 867)	13,17	(110 252)	13,63
Échéances	(25 000)	13,58	-	-
En circulation à la clôture de la période	4 691 148	12,21	3 756 994	12,15
Options exerçables à la clôture de la période	1 189 711	11,10	598 615	8,15

b) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Une UAD équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé (un recouvrement) de (0,007) million de dollars et une charge de 0,003 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, respectivement [une charge de 0,018 million de dollars et un (recouvrement) de (0,013) million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement]. Au 30 juin 2019, la Société avait inscrit un passif de 0,098 million de dollars pour les 8 688 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,095 million de dollars pour les 8 395 unités au 31 décembre 2018).

c) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Tableau 19 – Transactions sur les UAR

	2019	2018
Parts en circulation à l'ouverture de la période	258 560	608 635
Acquisitions de droits	-	(248 694)
Réinvestissements au lieu de dividendes	10 890	14 111
Attributions	100 001	-
Parts en circulation à la clôture de la période	369 451	374 052

Paiements fondés sur des actions

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,275 million de dollars et de 0,85 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres et semestres clos les 30 juin 2019, respectivement (1,039 million de dollars et 2,041 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement). Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, aucune action de catégorie A n'a été émise et aucun montant en trésorerie n'a été versé en règlement des droits aux UAR (201 442 actions de catégorie A ont été émises en règlement des droits aux UAR et un montant de 0,585 million de dollars avait été versé en trésorerie au cours du semestre clos le 30 juin 2018). Au 30 juin 2019, la Société avait un passif s'élevant à 2,609 millions de dollars pour les 369 451 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (1,759 million de dollars pour les 258 560 unités au 31 décembre 2018).

d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Tableau 20 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2019	2018
Parts en circulation à l'ouverture de la période	528 308	504 380
Acquisition de droits	(10 589)	(9 917)
Renonciations	(159 212)	–
Réinvestissements au lieu de dividendes	19 512	17 165
Attributions	71 664	76 873
Parts en circulation à la clôture de la période	449 683	588 501

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,402 million de dollars et de 1,38 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019, respectivement (0,63 million de dollars et 0,817 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement). Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, les droits sur 169 801 unités ont été acquis (droits acquis sur 9 917 unités en 2018), et un montant de 0,128 million de dollars a été payé en guise de règlement partiel de ces unités (0,391 million de dollars en 2018). En outre, un montant de 1,528 million de dollars a été payé au cours du semestre clos le 30 juin 2019 en règlement des unités dont les droits ont été acquis en 2018. Au 30 juin 2019, la Société avait inscrit un passif totalisant 4,025 millions de dollars pour les 449 683 unités en circulation aux termes de ce régime d'UAR (4,305 millions de dollars pour les 528 308 unités au 31 décembre 2018).

e) Régime d'actions assujetties à des restrictions

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Par conséquent, le 21 mars 2019, le Conseil d'administration a approuvé la résiliation du régime d'actions assujetties à des restrictions à cette même date. Aucune charge n'a été comptabilisée au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (une charge de 0,088 million de dollars et de 0,172 million de dollars a été comptabilisée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 pour cette attribution).

Paiements fondés sur des actions

f) Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres et semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 21 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	2 548	854	3 358	3 690
Attributions réglées en trésorerie	1 695	1 595	3 914	3 692
Total des charges	4 243	2 449	7 272	7 382

La valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation au cours du semestre clos le 30 juin 2019 s'est établie à 6,32 millions de dollars (6,575 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018) et les droits n'ont été acquis sur aucune UALR applicable aux unités d'exploitation au cours du trimestre et du semestre clos les 30 juin 2019 et 2018.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, 1 820 929 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2018 (407 978 au cours du semestre clos le 30 juin 2018).

Paiements fondés sur des actions

Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,423 million de dollars et de 0,794 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (0,123 million de dollars et 0,123 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018).

g) Régime d'UALR

Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres et semestres clos les 30 juin 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 22 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	353	646	639	658
Attributions réglées en trésorerie	369	577	988	642
Total des charges	722	1 223	1 627	1 300

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 0,21 million de dollars et les droits n'ont été acquis sur aucune UALR au cours de la période. Aucune action de catégorie A n'a été émise au cours du semestre clos le 30 juin 2019 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2018.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 4,398 millions de dollars et les droits n'ont été acquis sur aucune UALR au cours de la période. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, 19 819 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2017.

h) Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés intermédiaires du résultat net des trimestres et semestres clos le 30 juin 2019 s'est établie à 0,703 million de dollars et à 1,102 million de dollars, respectivement (0,765 million de dollars et 1,006 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement). Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 5,058 millions de dollars, montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière intermédiaire au 30 juin 2019 (3,956 millions de dollars au 31 décembre 2018).

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Selon les modalités d'une ancienne convention avec un actionnaire lié, cet actionnaire lié avait le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il ait détenu, directement ou indirectement, au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion de la transaction avec Natixis (se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018) la propriété réelle de cet actionnaire des actions émises et en circulation de la Société représente environ 6,96 % (18,0 % au 31 décembre 2018) et cet actionnaire n'a plus le droit de nommer un quelconque administrateur au conseil d'administration. Avec prise d'effet en mai 2019, cet actionnaire ne se qualifie plus au titre de partie liée.

Au 30 juin 2019, une autre partie était un actionnaire lié et détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,3 % des actions émises et en circulation de la Société (7,4 % au 31 décembre 2018). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux aux termes de l'entente de crédit de la Société et avec prise d'effet en juin 2019, il est devenu l'agent administratif de l'entente de crédit et est un des prêteurs du consortium de prêteurs de la facilité de crédit de la Société.

Un autre actionnaire était un actionnaire lié jusqu'à la transaction avec Natixis survenue en mai 2019 (se reporter à la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018). Des suites de cette transaction, la propriété réelle de cet actionnaire s'établit à environ 6,96 % des actions émises et en circulation de la Société (18,00 % au 31 décembre 2018) et l'actionnaire n'a plus le droit de nommer d'administrateurs au conseil d'administration et ne correspond plus à la définition d'une partie liée.

Transactions avec des parties liées

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 23 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Honoraires de gestion	6 064	10 722	17 720	21 583
Honoraires de performance	–	–	–	219
Autres revenus	197	(28)	5 098	1 746
Frais de vente et charges générales et administratives				
Frais de référence	135	409	544	883
Autres	35	137	196	349
Intérêts sur la dette à long terme	5 461	3 523	10 158	7 153
(Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	549	(660)	6 217	(1 138)

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 juin 2019 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 juin 2019.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à www.sedar.com.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Placements

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 1,64 million de dollars et 1,941 million de dollars, respectivement au 30 juin 2019 (4,574 millions de dollars et 4,857 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2018). Le profit réalisé et non réalisé totalisant 0,114 million de dollars et 0,103 million de dollars a été comptabilisé dans les autres revenus au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 (perte de 0,289 million de dollars et de 0,232 million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018).

Débtures convertibles

Au 30 juin 2019, les débtures convertibles sont comptabilisées au coût amorti de 79,681 millions de dollars (79,008 millions de dollars au 31 décembre 2018). La juste valeur des débtures convertibles selon les cours du marché au 30 juin 2019 s'établissait à 89,260 millions de dollars (87,544 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments d'emprunt ayant des termes similaires dans une conjoncture de marché semblable.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat. Elle détermine la juste valeur de ses contrats de swap de taux d'intérêt et de swap sur devises en appliquant des techniques d'évaluation.

Instruments financiers

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

Tableau 24 - Profits nets (pertes nettes), juste valeur et montant notionnel des instruments dérivés (en milliers de dollars)

	Trimestre clos le	Semestre clos le	Au 30 juin 2019				
	30 juin 2019	30 juin 2019	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme							
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	899	2 028	478	(246)	58 849	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	(6 580)	(10 199)	–	–	–	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt							
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(936)	(2 985)	316	(4 001)	–	250 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	–	(1 495)	–	220 841	–

	Trimestre clos le	Semestre clos le	Au 31 décembre 2018				
	30 juin 2018	30 juin 2018	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme							
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(1 274)	(2 730)	–	(1 672)	45 374	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	646	1 126	1 083	–	80 000	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt							
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	14	12	860	(1 560)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	4 506	–	–	230 550	–

Instruments financiers

Tableau 25 - Présentation des instruments financiers dérivés dans les états financiers (en milliers de dollars) :

	Au 30 juin 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés ¹	478	1 083
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	316	5 366
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(246)	(1 672)
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(5 496)	(1 560)

¹ Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction

Société

La Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois assortis de diverses durées à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant jusqu'à douze mois de produits futurs estimés libellés en dollars américains.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert et donc, dans les autres revenus.

La Société a inscrit un profit de 1,119 million de dollars et 2,030 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, respectivement (perte de 1,426 million de dollars et de 2,653 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement) et a reçu 0,316 million de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2019 à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de la période (versé 1,324 million de dollars au cours du semestre clos le 30 juin 2018). La juste valeur des contrats de change à terme est un actif de 0,478 million de dollars au 30 juin 2019 (passif de 1,237 million de dollars au 31 décembre 2018).

Filiales

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation du taux de change associé aux produits estimatifs libellés en euros. Pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2019, cette filiale a respectivement comptabilisé une perte de 0,22 million de dollars et de 0,002 million de dollars (profit de 0,152 million de dollars et perte de 0,77 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement). Un montant total de 0,191 million de dollars a été payé au cours du semestre clos le 30 juin 2019 en règlement de contrats (0,63 million de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018). Au 30 juin 2019, la juste valeur de ces contrats était un passif de 0,246 million de dollars (passif de 0,435 million de dollars au 31 décembre 2018).

b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018), la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou à un taux basé sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %, soit en dollars canadiens au taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société a créé, jusqu'en juin 2019, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 2,19 % sur 250,3 millions de dollars canadiens (au CDOR majoré de 1,57 % sur 80,0 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2018) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, l'équivalent de 250,3 millions de dollars canadiens (185,4 millions de dollars américains) (80,0 millions de dollars canadiens (59,4 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018) au TIOL majoré de 2,25 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 2,19 % au moyen d'un swap de devises de un mois. Le dernier contrat test venu à échéance le 28 juin 2019 et n'a pas été renouvelé au 30 juin 2019.

L'objectif de cette stratégie consistait à permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancés par des profits (pertes) équivalents à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable (note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018), et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières.

La Société a comptabilisé une perte de 6,58 millions de dollars et de 10,199 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, respectivement, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (profit de 0,646 million de dollars et de 1,126 million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement). Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, un total de 9,115 millions de dollars a été payé (un montant de 2,035 millions de dollars a été reçu pour le semestre clos le 30 juin 2018) en règlement de ces contrats, simultanément au paiement de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes. Il n'y avait aucun contrat de swap de devises au 30 juin 2019 (la juste valeur correspondant à un actif de 1,083 million de dollars au 31 décembre 2018).

c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mai 2019, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 35 millions de dollars et 25 millions de dollars et venant à échéance le 2 mai 2022 et le 13 mai 2022, respectivement. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,945 % (sur le contrat de 35 millions de dollars) et de 1,900 % (sur le contrat de 25 millions de dollars). Aucune modification n'a été apportée aux modalités des autres swaps de taux d'intérêt (détenus à des fins de transaction) détenus par la Société au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019.

Instruments financiers

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 0,936 million de dollars et de 2,985 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 (profit de 0,014 million de dollars et de 0,012 million de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un actif de 0,316 million de dollars et à un passif de 4,001 millions de dollars au 30 juin 2019 (actif de 0,86 million de dollars et passif de 1,56 million de dollars au 31 décembre 2018).

d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

La Société détient des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des contrats détenus par la Société au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une perte de 3,3 millions de dollars et de 5,206 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,504 million de dollars et de 0,795 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 [profit de 1,372 million de dollars et de 4,438 millions de dollars dans les autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,211 million de dollars et de 0,679 million de dollars, respectivement) au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018].

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un passif de 1,495 million de dollars au 30 juin 2019 (actif de 4,506 millions de dollars au 31 décembre 2018).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOL sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit (se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018) se chiffraient à 167,117 millions de dollars américains au 30 juin 2019 (219,4 millions de dollars américains au 31 décembre 2018).

e) Option d'achat liée à WAGM

Le 1^{er} décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1^{er} janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 30 juin 2019, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

f) Passif au titre d'un instrument financier remboursable au gré du porteur et option d'achat liée à Palmer Capital

Aux termes de la convention d'achat et de vente, l'acquéreur, Fiera Immobilier, a le droit, mais non l'obligation d'acquérir une participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital. Ce droit peut être exercé par l'acquéreur le 30 avril 2022 ou le 30 avril de toute année ultérieure. Les actionnaires de Palmer Capital ne détenant pas le contrôle ont le droit, mais non l'obligation d'exercer leur option de vente sur la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital le 31 mars 2022 ou le 31 mars de toute année subséquente. S'ils sont exercés, les droits d'achat et de vente exigeraient tous deux que Fiera Immobilier ou la Société acquière la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital.

Le prix d'exercice est le même pour les droits de vente et d'achat. Le prix d'exercice est le montant le plus élevé entre 20 % de 50 millions de livres sterling et un prix prescrit calculé en fonction d'un multiplicateur du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement, comme défini dans la convention d'achat et de vente. Étant donné que les options d'achat et de vente ont les mêmes prix d'exercice et que les dates d'exercice sont à moins d'un mois d'intervalle, l'option d'achat est comptabilisée comme un contrat d'achat à terme. À la date d'acquisition, la juste valeur de l'option d'achat est de néant.

Le droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital est classé comme passif financier et mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net. Il était initialement mesuré à la juste valeur de 13,237 millions de dollars à la date d'acquisition, puis réévalué à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état consolidé du résultat net. Le passif initial au titre des instruments financiers remboursables au gré du porteur s'est établi à 12,884 millions de dollars au 30 juin 2019.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat et les passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

Obligation au titre du prix d'achat - CNR

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des éléments suivants et déterminés de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé des taux de 9 % et de 10 % pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR se chiffrait à 70,71 millions de dollars canadiens au 30 juin 2019 (54,112 millions de dollars américains) et à 74,118 millions de dollars canadiens (54,331 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une variation de 350 points de base du taux de croissance du marché, comme une augmentation (ou une diminution) entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5,227 millions de dollars canadiens (4 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 300 points de base du taux des contributions nettes, comme une augmentation (diminution) entraînerait une hausse (baisse) d'environ 2,614 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, comme une hausse (un escompte) entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,614 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 7,841 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 30 juin 2019 [8,08 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018].

Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 39,913 millions de dollars canadiens au 30 juin 2019 (30,541 millions de dollars américains) et à 39,955 millions de dollars canadiens (28,553 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 33,976 millions de dollars canadiens (26 millions de dollars américains) et 39,203 millions de dollars canadiens (30 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 30 juin 2019.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

À l'exception de ce qui est décrit ci-dessous, les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont les mêmes que celles appliquées dans les états financiers consolidés de la Société aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos à ces dates.

IFRS 16, Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16 propose un modèle de comptabilisation unique des contrats de location au bilan par les preneurs. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé ses actifs au titre du droit d'utilisation représentant ses droits d'utilisation de ses bureaux, de son matériel de bureau et des autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, ainsi que de ses obligations locatives représentant ses obligations de verser des paiements de loyers.

La Société a appliqué l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information comparative présentée pour 2018 n'a pas été retraitée et est présentée, comme mentionné au préalable, aux termes de l'IAS 17, *Contrats de location*, et des interprétations connexes. Les détails des modifications apportées aux normes comptables sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

IFRS, interprétations et modifications révisées

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*, qui porte sur des modifications apportées aux quatre IFRS découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt.

Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications n'ont pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2018-2020)

En mai 2019, l'IASB a publié l'exposé-sondage ES/2019/2, *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2018-2020*, qui contient un projet de modification de certaines normes IFRS dans le cadre du processus d'améliorations annuelles de l'IASB.

La modification proposée à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, vise à exiger qu'une filiale qui applique le paragraphe D16a) de l'IFRS 1 évalue les écarts de conversion cumulés en utilisant les montants présentés par sa société mère, en fonction de la date de transition aux normes IFRS de cette dernière. La modification proposée à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, précise les frais que l'entité doit inclure dans le test de 10 pour cent du paragraphe B3.3.6 de l'IFRS 9 pour déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé. Appliquer la modification proposée ferait en sorte que l'entité inclut seulement les frais payés ou reçus entre l'entité (l'emprunteur) et le prêteur, y compris les frais payés ou reçus par l'entité ou le prêteur au nom de l'autre partie. La modification proposée à l'IFRS 16, *Contrats de location*, consiste à modifier l'exemple illustratif 13 accompagnant l'IFRS 16 de sorte qu'il ne mentionne plus le remboursement des améliorations locatives par le bailleur. Elle permettrait de régler toute confusion au sujet du traitement des avantages incitatifs qui pourrait découler de cet exemple. Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS publiées mais non encore adoptées

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, aucune nouvelle IFRS n'a été publiée ni aucune autre norme n'était encore en vigueur, lesquelles seraient susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société au cours de la période considérée et des périodes futures de présentation de l'information financière ainsi que sur les transactions dans un avenir prévisible.

FACTEURS DE RISQUE

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent avoir une incidence sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2018 de la Société, à la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements significatifs dans ces facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

